

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19506 - 75ÈME ANNÉE

L'urgence d'une expertise technique, financière et environnementale pour sortir de l'impasse causée par la fuite en avant de la Région

Route en mer un jour finie ? Le Conseil d'État contre l'ouverture de la carrière de Bois-Blanc

La route en mer sera-t-elle un jour terminée ? Le projet de Didier Robert vient de connaître un nouveau désaveu venant de la juridiction administrative suprême, le Conseil d'État. Après l'annulation du Schéma départemental des carrières en juillet 2019, le Conseil d'État vient de prendre une nouvelle décision allant dans le sens de la protection de l'environnement. Il confirme la suspension de l'exploitation de la carrière de Bois-Blanc, présentée comme essentielle pour la reprise du chantier par Didier Robert et ses amis.

La route en mer sera-t-elle livrée un jour ? Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité après la dernière décision du Conseil d'État. Après le verdict de la justice administrative suspendant l'exploitation de la carrière de Bois-Blanc, le ministère de l'Agriculture, la Région et la société SCPR avaient fait un appel de la dernière chance devant la juridiction suprême. La décision rendue le 7 avril et communiquée hier ne va pas dans le sens des intérêts particuliers et conforte la lutte de tous ceux qui se battent pour l'intérêt général, en particulier la protection de l'environnement à La Réunion.

Une information publiée ce matin par Imaz Press Réunion et Clicanoo annonce que le Conseil d'État a confirmé la suspension de l'exploitation de la carrière de Bois-Blanc. C'est une grande victoire.

Pas de matériaux pour continuer le chantier

Ce projet qui doit coûter au bas mot plus de 2 milliards d'euros reste à ce jour une dépense inutile, compte tenu de l'entêtement de la Région Réunion à

vouloir imposer la solution d'une route en digue sur la seconde moitié des 12 kilomètres de ce que France 2 a surnommé « la route la plus chère du monde ». Car à en croire Didier Robert, président de Région, et ses amis, la carrière de Bois-Blanc est indispensable à la reprise du chantier de la route en mer.

Rappelons que faute de matériaux disponibles, le chantier de cette digue n'a jamais vraiment commencé. Si la carrière de Bois-Blanc est indispensable et qu'elle ne peut pas ouvrir, alors la route en mer ne se fera pas.

Cela fait bientôt 10 ans que la Région, avec le soutien de la France présidée alors par Nicolas Sarkozy, a annulé les deux grands chantiers du tram-train et de la nouvelle route du littoral pour utiliser l'argent obtenu par Paul Vergès pour ces projets dans une improbable route en mer.

Par conséquent, l'urgence d'une expertise technique, financière et environnementale du projet de Didier Robert est plus que jamais nécessaire. C'est la seule issue pour qu'une solution soit trouvée afin de sécuriser la liaison entre Saint-Denis et La Possession, et donc le seul moyen d'avoir une chance de sortir de cette crise.

M.M.

Collectif Parents, Enfants, Enseignants, confinés

L'Education Nationale ne peut pas se défausser sur les parents

Le Collectif Parents, Enfants, Enseignants, confinés, a adressé une lettre au Recteur de l'Académie de La Réunion. Le collectif fait part de plusieurs propositions en rappelant que la maison n'est pas une salle de classe, que les parents ne sont pas des enseignants, et qu'il n'est donc pas possible que les élèves apprennent en ce moment de nouvelles notions et soient notés.

Monsieur le Recteur de l'Académie de La Réunion,

Nous vivons une période inédite et des décisions d'urgence ont été prises afin de faire face à l'épidémie qui ravage le monde actuellement. Le confinement généralisé a été préconisé et, en France, le choix de la continuité pédagogique a été fait quand d'autres pays ont tout simplement reporté la rentrée scolaire. Devant la détresse des familles et le stress des enfants, des maires ont écrit à M. Blanquer pour « ne pas rajouter une crise scolaire à la crise sanitaire ».

Ici, à La Réunion, au terme de 3 semaines, la situation est-elle meilleure ? Il convient de faire un bilan d'étape. Cela ne peut pas se résumer à une revue comptable : 4000 tablettes, 82000 connexions, 10 000 élèves dans la nature...

Les enfants. Ils ont droit à une éducation et des soins délivrés par les parents ; ils ont droit à l'enseignement dispensé par des enseignants, formés et recrutés pour cette mission. Cet enseignement se déroule dans un cadre spécifique qui est propice aux apprentissages. Ce cadre matériel qui est le même pour tous, assure une certaine égalité devant les apprentissages. Actuellement, les enfants sont déstabilisés à cause du confi-

nement. Plus encore lorsque l'espace commun familial est très restreint en appartement. Dans ces conditions, il est vain de vouloir leur imposer un rythme et des méthodes comme cela se passe actuellement. C'est contraire aux règles pédagogiques et cela contrevient à l'égalité entre élèves.

La maison n'est pas une salle de classe ; c'est le lieu commun où se gère toute la vie de la famille confinée ; la fratrie n'est pas la camaraderie.

Les parents. Ils ne comprennent pas que l'éducation nationale se soit défaussée sur eux. Ils sont soucieux de la réussite des enfants ; cependant, pour la plupart, l'enseignement n'est pas leur domaine. Ils sont de bonne volonté et veulent aider leurs enfants mais pas à coup de dizaines de photocopies et cela même en maternelle ! Les enseignants maintiennent sur eux une certaine pression et contribuent à l'amalgame dangereux des statuts.

Les parents mettent à mal leurs relations avec leurs enfants en exerçant ce rôle inefficace. Par ailleurs, ils ne sont en aucun cas aptes à expliquer à la fois les règles de mathématiques, de français, d'histoire, d'art, d'anglais... Les parents sont stressés, souvent culpabilisés. Passons sur les heures entières passées derrière un écran. Voilà l'objet tant décrié hier devenu essentiel aujourd'hui ! Pourvu que les dommages pour les enfants ne soient pas plus importants que les profits intellectuels.

Monsieur Le Recteur, en plus du rôle d'encadrant pédagogique imposé aux parents, ces derniers doivent s'occuper de leur propre travail ou télétravail, des tâches

quotidiennes, etc.

Les enseignants. Ils sont aussi parents, en télétravail, et ils partagent les remarques précédentes. Il n'y a pas qu'un enseignant dans le foyer. Leur charge de travail est triplé et ils sont constamment pris entre le marteau et l'enclume. Les parents d'un côté qui sont en situation de grande difficulté, désespérée, au point que certains ne répondent plus aux appels, et de l'autre côté, l'administration, les inspecteurs, qui veulent des chiffres. Combien d'enfants connectés ? combien de devoirs ? combien de sites ?...

Nous convenons qu'il faille garder un lien avec la scolarité, essentiel dans notre société, cependant ne nous voilons pas la face sur les conséquences de l'improvisation, déconnectée de la vie globale.

Compte tenu de ce constat, nous vous prions, monsieur le Recteur, de prendre les dispositions suivantes :

De réunir une commission pédagogique et sociale pour permettre de sortir des troubles occasionnés par la situation inédite.

De demander aux professeurs de réguler les envois de devoir. Les parents doivent maintenir le lien mais en AUCUN CAS REMPLACER L'ÉDUCATION NATIONALE. Une seule (voire deux) matière par jour en primaire nous semble plus que raisonnable. Dans le secondaire une entente est à trouver pour que l'élève n'ait à traiter que deux à trois matières par jour.

De demander aux professeurs de ne pas introduire de nouvelles notions, les parents n'ayant, ni les connaissances, ni les compétences, ni les conditions matérielles pour les inculquer.

De ne pas noter pendant la période de confinement.

De réaliser localement des séries d'activités audio-visuelles interactives avec les enfants, un programme accessible, en utilisant les supports de la radio-télévision publique. La quasi-totalité des foyers a une télé. A situation exceptionnelle, programme exceptionnel. En partenariat avec la communauté éducative, la chaîne de télévision publique pourrait proposer des moments ludiques et éducatifs. Même pendant les vacances.

Monsieur Le Recteur,

Nous voulons par ce geste ne rien vous cacher des inquiétudes réelles soulevées par la continuité scolaire sous le régime du confinement. Ce courrier, nous l'enversons aussi aux associations de parents d'élèves ainsi qu'aux syndicats.

Nous comptons sur la communauté éducative instituée pour prendre en compte la complexité de la situation présente et entendre nos revendications. En espérant avoir été utiles à l'amélioration des conditions sociales des enfants.

**Pour le collectif
David Gauvin**

Au Venezuela, progrès dans la lutte contre le COVID-19 malgré les menaces extérieures

Face aux menaces d'agression venant des Etats-Unis, le Venezuela se bat pour endiguer l'épidémie de coronavirus. Bénéficiant de la solidarité internationale, le Venezuela apporte aussi sa contribution à la lutte mondiale en aidant des pays voisins.

Bien que nous connaissions une crise sanitaire mondiale avec la pandémie du COVID-19, la menace d'une intervention impérialiste américaine se fait chaque jour de plus en plus présente au Venezuela malgré une mobilisation internationale très importante en soutien du président Maduro et de son gouvernement. Une lettre ouverte en faveur de l'arrêt des accusations fallacieuses de narcoterrorisme ainsi que de la levée des sanctions occidentales a notamment été signée par plus de 3.000 personnalités et organisations en date du 13 avril.

Pour autant, cette menace n'empêche pas le gouvernement vénézuélien d'agir de façon exemplaire durant cette pandémie. Ainsi, dès l'apparition des premiers cas des mesures radicales ont été organisées avec la mise en place d'un confinement total et généralisé à l'ensemble du pays (le 18 mars

avec les 2 premiers cas recensés le 13), s'inspirant ainsi de l'exemple chinois avec l'appui de scientifiques envoyés par le PCC. L'ensemble de la population, y compris les travailleurs ne relevant pas des secteurs essentiels ont donc été confinés afin d'éviter la propagation. Couplée à cette initiative, une stratégie de dépistage massive a été mise en place, la plus importante de toute l'Amérique latine, avec une moyenne de 25.000 tests par jour.

Cette stratégie ambitieuse paraît aujourd'hui porter ses fruits, car le Venezuela semble arriver à stabiliser la propagation du virus avec 181 malades pour 9 décès, et plus de la moitié guéris le 13 avril.

Au-delà de cette stratégie de défendre efficacement sa population, le Venezuela cherche aussi à aider les pays voisins. 3.000 tests ainsi que du matériel d'analyse scientifique ont ainsi été livrés à Saint-Vincent et Les Grenadines, et d'autres équipements et tests ont également été réceptionnés par Antigua et Barbuda, La Dominique ainsi qu'à Grenade, d'autres pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques.

Mathieu Raffini

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Otè

Kan ou néna vilin manyèr, ou néna vilin manyèr é sa i port pa la shans sa !

Mé zami bann zidé la droite souvan dé foi sa lé mové, parl pi. Zot i ansouvien koman prézidan zétazini téi bate dsi son léstoman an parlann lo korona virus. Zot i parl zot ? In sinp grip i fé pa arien l'onkle Sam : dizon i fé konm « lo dsi fèye sonz, zorèye koshon dann marmite poi. » : In sinp pousé é lo virus lété bon pou alé rabiye ali.

Donk kan la maladi l'ariv dann so gran péi démokratik konm Pierre Perret i di, Prézidan Trump la komans par di : fé pa pèrd ali son tan avèk sa. An pliské sa, mèm si in bann résponsab téi pans pa konm li, sa lété asé pou fé mète azot l'arm o pyé konm i di dann l'armé. Dobout guète, zot la atann. Zot la atann !

Mé momandoné zot la konm konprann maladi-la téi sava vir zot po jak. L'èrla in pé téi tir signal d'alarm épi té i di i fo fé antansyon pars si i bouz pa pliské sa lé posib maladi-la i fé plis lo mor la guèr trantnèf-karantsink. Aprés lo tan la passé, é lo tan so bann losh-la i shanj lo fizi zépol lo ka té fine grav , vèye pa koman. Astèr sé lo péi néna lo plis viktime.

Mé ala in n'ot afèr : zot i souvien Obama l'avé aplik in sékirité sosyal pou tousa bann mon l'avé poin kouvèrtir sosyal é Trump la kass sa kan li l'ariv prézidan. Si tèlman ké kan la makladi la komans tyé d'moun sé bann noir épi bann latino la gingn lo shok an promyé é la pa fini. Zot la vi konm moin laba New-york koman i antass bann mor dann foss komine. An touléka lé pa for pou lo péi i konsidèr ali konm promyé puisans mondyal.

Mé i fo di vite, pars sépa si La chine la pa apré pass dovan li par raport son vilin manyèr l'onkle Sam. M'a di azot ankò dé forfé so gran péi démokratik l'apré fé :

- Inn li la anvoye in flote de guèr pou sèye arète prézidan Maduro, prézidan Vénézuéla é dann sète afèr l'érop lé konplis.
- Dézyèm zafèr kan Kuba la komann bann réspiratèr pou konbate lo korona bann lantropriz amérikené l'avé rashète lo lantropriz la rofiz livré.

Kan ou néna vilin manyèr ou néna vilin manyèr é sa i port pa la shans sa !

Justin